

France/ Attentat du 14 juillet à Nice Enquête sur de possibles complicités

AFP
Nice/France

Des personnes auraient reçu des SMS de la part de l'auteur de l'attentat qui semble avoir soigneusement planifié son acte.

L'AUTEUR de l'attentat de Nice revendiqué par le groupe jihadiste Etat islamique a soigneusement planifié son attaque et envoyé des SMS peu avant à de possibles complices que les enquêteurs cherchaient hier à identifier.

A la veille d'un nouveau conseil de défense et de sécurité pour tirer les leçons de cet attentat, ainsi qu'une minute de silence dans le pays en mémoire des 84 personnes tuées, l'exécutif français continuait d'être la cible de critiques sur sa gestion antiterroriste.

Peu avant l'attentat de Nice jeudi soir, Mohamed Lahouaiej-Bouhlel a envoyé un SMS "se félicitant de s'être procuré un pistolet 7.65 et évoquant la fourniture d'autres armes", selon des sources proches du dossier.

Les enquêteurs se demandent si des armes supplémentaires étaient destinées au tueur et/ou à d'autres personnes et plus de 200 d'entre eux sont mobilisés pour "identifier l'ensemble des destinataires" des messages.

Parmi ces derniers, figure une photo du chauffeur-livre tunisien de 31 ans



Photo : AFP

Le recueillement sur la Promenade des Anglais à Nice, lieu de l'attaque sanglante du 14 juillet. Les enquêteurs cherchent à présent à identifier des complicités dont aurait pu bénéficier son auteur.

"au volant du camion entre le 11 et le 14 juillet".

Selon une source proche des enquêteurs français, Mohamed Lahouaiej-Bouhlel avait repéré les lieux avec son camion les 12 et 13 juillet avant le carnage du 14 juillet, jour de fête nationale en France.

Hier, six personnes se trouvaient en garde à vue, après la levée de celle de l'épouse de Mohamed Lahouaiej-Bouhlel, dont il était séparé. Parmi elles, un Albanais de 38 ans, arrêté hier matin, est soupçonné d'avoir fourni le pistolet 7.65.

RADICALISATION. Plusieurs témoins interrogés, parmi la centaine déjà entendue, ont par ailleurs évoqué pour la première fois la religiosité du Tunisien Mohamed Lahouaiej-Bouhlel, inconnu des services de renseignement français. Son père avait af-

firmé qu'il n'avait "aucun lien avec la religion".

Selon les premiers témoignages de voisins, l'assaillant, présenté par l'EI dans sa revendication comme "un soldat de l'Etat islamique", semblait avoir un profil de déséquilibré, multipliant les "crises" avec sa famille.

Selon le témoignage de l'un des hommes en garde à vue, rapporté à l'AFP par son avocat Jean-Pascal Padovani, le tueur était "intégré à Nice, il connaissait beaucoup de monde". Les clients d'une salle de sport que fréquentait l'assaillant ont pour leur part évoqué un "frimeur" et un "drameur".

"Il semble qu'il se soit radicalisé très rapidement", avait déclaré samedi le ministre français de l'Intérieur, Bernard Cazeneuve, après une réunion de crise du gouvernement.

En fonçant à bord d'un poids lourd frigorifique sur la foule rassemblée sur la Promenade des Anglais à Nice, le tueur a écrasé ou renversé près de 300 personnes sur deux kilomètres. Parmi les morts, figurent dix enfants et adolescents ainsi qu'au moins 17 étrangers.

Concernant les blessés, le pronostic vital de 18 personnes, dont un enfant, était toujours engagé hier. Au total 85 personnes étaient toujours hospitalisées.

La communauté russe de Nice a payé un lourd tribut, selon ses représentants, avec "au moins une dizaine de personnes" tuées ou blessées.

"FRANÇAIS PATRIOTES". Huit mois après avoir décrété l'état d'urgence en France et adopté de nouvelles lois antiterroristes dans la foulée des attaques jihadistes du 13 novembre à Paris, le gouvernement socialiste a appelé samedi "tous les Français patriotes" à venir épauler les forces de sécurité.

Cet appel de Bernard Cazeneuve a rejoint les réservistes de la police et la gendarmerie est la seule proposition nouvelle lancée par le pouvoir, acculé à réagir trois jours après le carnage.

L'ancien Premier ministre Alain Juppé et candidat à la primaire de droite pour la présidentielle, a de nouveau tiré hier à boulets rouges sur le gouvernement en estimant que la France pouvait "faire plus

et mieux même si, bien sûr, le risque zéro n'existera jamais". Il a appelé ainsi à "passer à la vitesse supérieure" contre le terrorisme.

"Les Français attendent plus du président de la République et du gouvernement", a renchéri le président du Sénat Gérard Larcher (droite).

En réponse, le Premier ministre Manuel Valls a mis en garde contre toute surenchère : "Remettre en cause l'Etat de droit, remettre en cause nos valeurs, serait le plus grand renoncement".

Selon les autorités, "100 000 policiers, gendarmes et militaires sont mobilisés pour assurer la sécurité" en France.

Le "ras-le-bol" des Français face à la vague d'attentats se lisait toutefois dans les messages déposés sur la Promenade des Anglais. "Assez de discours !", "Marre des carnages dans nos rues !", "Arrêtons le massacre !", pouvait-on notamment lire.

L'attentat de Nice est la troisième tuerie de masse en France, après ceux de janvier 2015 contre le journal satirique Charlie Hebdo, des policiers et des Juifs (17 morts) et du 13 novembre (130 morts à Paris et à Saint-Denis). Depuis 18 mois, plusieurs autres attaques ou tentatives ont aussi choqué le pays comme la mort de deux fonctionnaires de police tués à l'arme blanche en juin à leur domicile.

Turquie/Au lendemain du coup d'Etat manqué Ce que l'on sait

AFP
Ankara/Turquie

Un vaste coup de filet était en cours hier en Turquie au lendemain de l'échec d'une tentative de putsch sanglant menée par des militaires rebelles contre le régime du président Recep Tayyip Erdogan.

• Quel est le bilan des violences ? Les affrontements, avec avions de chasse et chars, ont donné lieu à des scènes de violences inédites à Ankara et Istanbul depuis des décennies. Ces violences ont opposé les rebelles aux forces loyalistes ainsi qu'à des dizaines de milliers de personnes descendues dans les rues du pays. Selon le Premier ministre turc Binali Yildirim, le bilan est de 161 morts parmi la police, l'armée loyaliste et les civils, les "martyrs" pour Ankara. L'armée a également annoncé que 104 putschistes avaient été abattus, ce qui porte le bilan total provisoire à 265 morts. Selon le Premier ministre,



Photo : AFP

Les obsèques d'une des victimes du putsch manqué de ce week-end. 265 personnes au total y ont trouvé la mort.

au moins 1 440 personnes ont été blessées.

• Qui est derrière le coup d'état ? La tentative de putsch semble avoir été le fait d'une minorité de militaires, qui ne disposait pas de soutien parmi la haute hiérarchie de l'armée.

Alors que la tentative de renversement était en cours, le président Erdogan a rapidement accusé le prédateur exilé aux Etats-Unis Fethullah Gülen. L'ancien imam a fermement démenti.

Ankara a demandé aux Etats-Unis de l'extraire.

• Qui est arrêté ou en garde à vue ? "Il y a environ 6 000 personnes en garde à vue. Le grand ménage conti-

nue", a déclaré hier le ministre de la Justice, Bekir Bozdogan.

Le gouvernement avait annoncé samedi l'arrestation de près de 3 000 soldats pour leur implication présumée.

D'après la télévision NTV, 34 généraux de différents grades ont été arrêtés jusqu'à présent. Parmi eux, des figures emblématiques, comme Erdal Ozturk, commandant de la troisième armée, et Adem Huduti, commandant de la deuxième armée.

Hier, dans la ville de Denizli (ouest), le commandant de la garnison Ozhan Ozbakir a été arrêté avec 51 soldats, a annoncé l'agence Anadolu.

Par ailleurs, un gradé de haut rang de l'armée de l'air, le général Bekir Ercan Van, et une douzaine d'officiers ont été arrêtés sur la base d'Incirlik (sud), utilisée par la coalition internationale pour ses raids contre les jihadistes en Syrie.

La purge ne se limite pas à l'armée, selon l'agence Anadolu, qui rapporte que des mandats d'arrêt ont été délivrés à l'encontre de 2 745 juges et procureurs dans toute la Turquie.

Le nombre des arrestations est difficile à estimer. La télévision NTV en a recensé plus de 500, tandis que l'agence Dogan a indiqué que 44 juges et procureurs avaient été arrêtés dans la nuit de samedi à hier dans la ville de Konya (centre) et 92 à Gaziantep (sud-est).

• Quelles réactions internationales ? Si les grandes capitales ont affirmé leur soutien au président Erdogan démocratiquement élu pendant la tentative de putsch, elles s'inquiètent désormais de l'utilisation qui pourrait en être faite par Ankara. Le président américain Barack Obama a rappelé à la

Turquie "le besoin vital" que toutes les parties concernées "agissent dans le cadre de l'Etat de droit".

Le ministre canadien des Affaires étrangères Stéphane Dion a enjoint samedi Ankara de régler "l'après coup d'Etat" selon les "principes fondamentaux de la démocratie".

Le coup d'Etat raté en Turquie n'est pas un "chèque en blanc" au président Erdogan pour faire des "purges", a estimé le chef de la diplomatie française, Jean-Marc Ayrault.

Pour la chef de la diplomatie européenne Federica Mogherini, "le respect de la loi, de l'Etat de droit et de la démocratie sont (...) le meilleur moyen pour affronter les difficultés que la Turquie vit, avec la guerre à ses frontières, le drame du terrorisme et la nécessité de renforcer la cohésion sociale et le dialogue politique".

Le ministre autrichien des Affaires étrangères, Sebastian Kurz, a appelé Ankara à ne pas "utiliser à mauvais escient" le coup d'Etat manqué et de ne pas en faire une "carte blanche pour l'arbitraire".

L'Afrique en bref

• Egypte/Accident. Le mot "feu dans l'avion d'EgyptAir

Le mot "feu" a été capté par un enregistreur de vol de l'appareil EgyptAir avant que celui-ci s'abîme en Méditerranée en mai, a annoncé samedi une commission d'enquête dirigée par l'Egypte.

• RD Congo/Justice. 15 ans de prison ferme pour deux militants d'opposition condamnés après une bagarre

Deux militants d'un parti opposé à la prolongation du mandat du président congolais Joseph Kabila ont été condamnés à quinze ans de prison par un tribunal de Lubumbashi, dans le sud-est de la République démocratique du Congo, à la suite d'une bagarre, a-t-on appris hier de source judiciaire.

• Sao-Tomé-et-Principe/Présidentielle. Aux urnes citoyens !

Quelque 111 000 électeurs votaient hier pour élire le prochain président de Sao Tomé-et-Principe avec pour enjeu la lutte contre la pauvreté qui mine le petit archipel au risque de compromettre la tranquillité qui le distingue d'autres pays d'Afrique centrale.

• Zimbabwe/Manifestation. Des casseroles contre Mugabe à Bulawayo

Des centaines de Zimbabweennes ont manifesté contre le président Robert Mugabe samedi à Bulawayo (sud), la deuxième ville du pays, en frappant symboliquement des casseroles vides pour dénoncer le manque de nourriture et les graves difficultés économiques auxquelles elles sont confrontées.

A travers le monde

• Etats-Unis/Fusillade. Trois policiers tués à Baton Rouge



Photo : AFP

Trois policiers ont été tués et trois blessés hier lors d'une fusillade à Baton Rouge (Louisiane) où la mort d'un jeune Noir début juillet avait provoqué une vague d'indignation et de manifestations, selon le shérif local.

• Syrie/Conflit. Alep : le siège des quartiers rebelles

L'armée syrienne assiège désormais "complètement" les quartiers rebelles de la ville d'Alep (nord) après avoir pris hier le contrôle de la dernière route permettant de les ravitailler, faisant craindre un désastre humanitaire.